

**BENGHEBRIT RÉPOND AUX SYNDICATS :****«La charte de stabilité est un minima»**

**La charte de l'éthique proposée aux syndicats de l'éducation est un «minima», selon la ministre de l'Éducation. Benghebrit dit ne pas perdre espoir de voir les syndicats adhérer à sa démarche. Après l'échec de la rencontre de mercredi, d'autres réunions avec les syndicats sont prévues.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Ce n'est ni plus ni moins qu'un engagement écrit en faveur de la stabilité du secteur que demande Benghebrit aux syndicats. Un point de désaccord qui a été à l'origine du clash entre les deux parties. Hier, la ministre de l'Éducation a tenté de clarifier un peu plus sa démarche. Benghebrit explique que cette charte n'a pas encore été rédigée et que son département proposait aux syndicats d'en écrire le contenu en commun.

Face à la résistance des syndicats, Benghebrit estime que son département ne peut aller en deçà de cette exigence pour assurer la stabilité du secteur. C'est une trêve, dit-elle, néces-

saire, un temps d'arrêt qui permettra de rompre avec le recours intempestif à la grève.

Les syndicats, estime Benghebrit, doivent faire l'effort nécessaire pour accepter que l'ouverture du statut particulier soit conditionnée par la signature d'un pacte d'éthique et de stabilité.

La ministre de l'Éducation dit faire confiance aux enseignants qui, dit-elle, ont souvent fait preuve de responsabilité. La ministre de l'Éducation s'exprimait en marge de la signature d'une convention avec le Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA) portant sur l'enseignement de tamazight.

Pour la ministre de

l'Éducation, tamazight fait partie intégrante de l'algérianité. Son département, assure-t-elle, mettra tous les moyens humains et pédagogiques pour répondre aux besoins en matière d'enseignement de ladite langue.

La commission mixte installée hier et composée de représentants du ministère de l'Éducation et de ceux du HCA aura pour mission de relancer l'enseignement de tamazight.

Pour Si L'hachemi Assad, secrétaire général du HCA, il est temps de «dégeler» la situation avec une feuille de route précise. Il a reconnu, hier, qu'à un certain moment, entre le ministère de l'Éducation et le HCA, les ponts avaient été rompus.

Les équivoques, dit-il, sont à présent levées et il y a grand espoir que l'enseignement de tamazight soit relancé à l'occasion de l'installation de la commission mixte.

N. I.



Photo : NewPress

Benghebrit veut la stabilité du secteur.

**HAUSSE DE LA FACTURE D'IMPORTATION DES MÉDICAMENTS****Des spécialistes alertent sur la prescription abusive**

**«La prescription abusive des médicaments est parmi les causes essentielles de la hausse de la facture d'importation des médicaments». C'est le constat établi par deux spécialistes intervenant hier lors d'une conférence de presse organisée par l'UGCAA (Union générale des commerçants et artisans algériens).**

Abdelaziz Belherkat, professeur, chef de service de médecine légale au CHU de Constantine et Ahmed Tchico, expert en cryogénie, estiment qu'il y a une prescription abusive de médicaments. «Une ordonnance ne doit pas dépasser deux ou trois médicaments»,



Photo : DR

En 2018 le taux de consommation atteindra 5,7 milliards de dollars.

estime le professeur Belherkat qui alerte aussi sur l'automédication. «Il y a trop de gaspillage en médicament», estime-t-il.

Selon lui, les insuffisants rénaux, à travers le recours à l'hémodialyse, coûtent aussi très cher aux caisses de la sécurité sociale.

Les greffes rénales, dit-il, sont la seule solution face au recours à ces machines qui coûtent cher. En France, cite-t-il, les greffes rénales ont fait économiser 9,9 milliards de dollars à la sécurité sociale.

En Algérie, poursuit-il, «nous avons 12 000 personnes qui nécessitent une greffe rénale et qui pourraient faire baisser la facture des médicaments si elles pouvaient être greffées».

La facture d'importation des médicaments a atteint 2,6 milliards de dollars en 2014. Un chiffre qui n'est pas énorme selon L'Unop (Union nationale des opérateurs en pharmacie).

Cette organisation estime qu'en 2014, l'Algérie a dépensé 100 dollars par habitant en médicament, or la norme est de 127 dollars par habitant.

L'Unop appelle, cependant, à développer la production locale pour faire baisser la facture d'importation.

Le taux de consommation des médicaments en Algérie atteindra, selon les prévisions de l'International Medical Studies, 5,7 milliards de dollars en 2018.

S. A.

**LUTTE CONTRE LA CORRUPTION****Une certaine académie nationale veut mobiliser le peuple**

La mobilisation du peuple, de la société civile dans la lutte contre la corruption. C'est le crédo qui guide une certaine Académie nationale de lutte contre la corruption (ANLC), considérait hier son président, Khoutir Zermene, qui était l'invité du quotidien *DK News*.

Lancée voilà une année, et en cours de «structuration», l'ANLC est une association à but lucratif, indépendante de toute obédience ou activisme politique et présente à travers l'ensemble du territoire national, indiquera-t-on.

Une association de la société civile qui œuvre, selon son président, à mobiliser les intellectuels, les chercheurs algériens notamment ceux résidant à l'étranger ainsi que toutes les forces vives du pays pour contrer le phénomène de la corruption. Mais aussi à développer la formation, la vulgarisation et la recherche scientifique dans ce domaine, l'ANLC ayant lancé dans ce but le Centre de recherches et d'études stratégiques. Néanmoins, le président de cette académie n'a pas été assez clair concernant le rôle, la place de l'ANLC dans le dispositif réglementaire et institutionnel de lutte contre la corruption et comment on évalue le phénomène, les moyens de lutte ainsi que les affaires en cours. Khoutir Zermene évoquera, ce faisant, la tenue d'un séminaire national consacré à sa problématique et dont la date reste incertaine, faute d'autorisation.

C. B.

**SANTÉ****Soixante cadres sélectionnés pour une formation continue**

**Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, a annoncé hier samedi que «60 cadres ont été sélectionnés pour bénéficier d'une formation continue conforme aux standards internationaux».**

Il s'agit en effet, de cadres diplômés de l'Ecole nationale de management et de l'administration de la santé, sis à El Marsa, à l'est de la capitale où le ministre a présidé une cérémonie de sortie de la troisième promotion de la formation post-graduée pour l'accès au statut d'administrateur principal.

Une cérémonie durant laquelle le ministre a insisté sur

la nécessité de renouveler à chaque fois et développer les connaissances des cadres de son secteur. C'est à cet effet que Abdelmalek Boudiaf a fait savoir que dorénavant «toute formation académique doit être accompagnée d'une formation continue pour répondre aux besoins de la société et aux exigences de notre époque».

Il a d'ailleurs indiqué que tout un programme a été élaboré dans ce sens, et qu'il est déjà mis en application. Même si Abdelmalek Boudiaf avoue qu'il reste beaucoup d'efforts à faire, il se félicite toutefois de la qualité de la formation en cours et surtout du niveau des nouvelles promotions.

Autre secteur de la santé dont le volet formation pose

sérieusement problème est celui du paramédical.

Le déficit enregistré est, selon le ministre, dû «à la suspension de la formation dans ce domaine pendant sept ans».

Même s'il annonce la sortie cette année de plus de 7 000 agents paramédicaux, toutes spécialités confondues, le premier responsable de la santé affirme qu'il faut attendre jusqu'à 2017 pour y remédier.

Enfin, il est à signaler que la troisième promotion de la formation post-graduée pour l'accès au grade d'administrateur principal des services de santé a été baptisée du nom du grand chahid Larbi Ben M'hidi. Elle comprend 83 cadres qui ont suivi deux ans de formation.

M. M.